

Le Mouvement associatif Hauts-de-France cherche à recruter un.e doctorant.e en contrat
CIFRE dans le cadre du projet :

« Vers un territoire zéro jeune invisible en Sambre-Avesnois »

Sociologie des relations associations/pouvoirs publics dans la remobilisation des classes
populaires

Le Mouvement associatif des Hauts de France recrute un.e doctorant.e en contrat CIFRE, à compter du 1^{er} janvier 2020 au plus tard.

La recherche portera sur les coopérations inter-associatives dans le cadre d'une réponse à un appel à projet lancé par les services de l'état sur la thématique du repérage des jeunes dits invisibles.

Présentation du LMA HdF

Association Loi 1901, le Mouvement associatif Hauts-de-France, échelon régional du Mouvement associatif national, est issu du rassemblement des principales têtes de réseau régionales. Son rôle est de favoriser le développement d'une force associative utile et créative, et d'être le porte-voix de la dynamique associative en Hauts-de-France.

Nos missions principales :

- Représentation politique et structuration du dialogue entre associations et pouvoirs publics ;
- Animation et Développement territorial de la vie associative
- Accompagnement et développement de fonctions supports pour les associations

Le LMA travaille en collaboration avec toutes les énergies régionales, autour de thématiques telles que le Financement, l'Emploi, l'Europe, l'Engagement/Bénévolat, le Service civique, la Politique de la ville...

Présentation du consortium porteur du projet¹

Le consortium, groupement de réseaux associatifs et d'associations locales a pour objectif de favoriser la coopération entre associations au niveau du territoire de la Sambre Avesnois et au niveau régional pour faciliter le repérage des jeunes dits invisibles et favoriser la création de parcours adaptés à leur remobilisation dans un parcours vers l'emploi.

Le Mouvement associatif assure la coordination du consortium "vers un territoire zéro jeune invisible en Sambre-Avesnois", lauréat de l'Appel à projet de la DIRECCTE (<http://hauts-de-france.direccte.gouv.fr/Appel-a-projets-regional-reperer-et-mobiliser-les-publics-invisibles-et-en>).

Le consortium est composé de réseaux régionaux membres du Mouvement associatif Hauts de France: Uriopss, CROS, Fédération des centres sociaux ainsi que 11 Associations territoriales du territoire de la Sambre Avesnois (10 centres sociaux et un club de prévention).

Le consortium a pour objectif de permettre le travail inter-associations sur le territoire de Sambre-Avesnois, entre les réseaux régionaux, et plus largement de créer des liens entre les différents consortiums de la région Hauts-de-France.

¹ Présentation détaillée des membres du consortium plus bas

Un.e chargé.e de projet aura pour mission d'assurer la coordination du consortium, de l'animer et de créer ces liens sur l'ensemble de la région Hauts-de-France. Il/elle sera encadré.e par la direction du Mouvement associatif Hauts-de-France.

Enjeux scientifiques et sociétaux de la thèse

Le/la doctorant.e CIFRE aura pour mission d'observer, d'analyser et de modéliser l'expérimentation constitutive du projet « Vers un territoire zéro jeune invisible en Sambre-Avesnois », dans le cadre d'une recherche participative qui se fera au plus près des acteurs associatifs afin de les aider à répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés. Cette recherche devra prendre en compte deux niveaux géographiques d'analyse : le niveau local avec l'expérimentation en Sambre Avesnois, et un niveau régional en considérant les autres consortiums existant sur le territoire des Hauts-de-France, et prioritairement ceux portés par des centres sociaux. La construction de cette recherche devra donc associer la maximum d'acteurs : partenaires publics, réseaux membres et non membres du consortium (lien à créer avec d'autres consortiums), acteurs locaux.

L'analyse, par le/la doctorant.e de la plus-value de l'approche partenariale entre réseaux et acteurs associatifs dans le repérage des jeunes invisibles permettra la compréhension des mécanismes qui fonctionnent et devrait favoriser leur essaimage. Dans cette perspective, les questions à traiter seront notamment les suivantes :

- Comment comprendre la non remobilisation de 50% des jeunes repéré.e.s² ? Comment y remédier ? Quel est l'impact de la mise en lien de réseaux régionaux issus de différents secteurs et d'associations locales dans le repérage et la remobilisation des jeunes invisibles ?
- Quelles conditions ont rendu possible la coopération entre ces acteurs ? Comment renforcer ces mécanismes de coopération ?
- La coopération au niveau régional génère-t-elle de la coopération au niveau local ? Avec quels effets sur les publics

Si ce travail partenarial est effectivement innovant et efficace pour améliorer le repérage des jeunes invisibles, il s'agira d'analyser les conditions de sa réussite. En effet, la mise en lien des réseaux constitue le cœur de métier du Mouvement associatif, à ce jour, les réponses collectives à des problèmes publics ne sont pas systématiques. L'AAP sur le repérage des jeunes invisibles doit être une expérimentation nous permettant d'analyser dans quelles conditions la réponse collective des réseaux associatifs à un problème public identifié par la puissance publique est possible. **Cela permettra de comprendre les conditions d'adaptation de la vie associative aux transformations en cours de l'action publique.** In fine, tirant profit de cette analyse, les réseaux associatifs seront outillés pour poursuivre cette coopération opérationnelle et faire perdurer leur action auprès des jeunes invisibles dans la durée, au-delà du temps du projet ici présenté (exemple : 100% inclusion). Le renforcement des coopérations des acteurs associatifs permettra un dialogue renforcé avec les pouvoirs publics dans une volonté d'une plus grande efficacité des politiques publiques.

² Dans sa réponse à l'appel à projet, le consortium s'est fixé l'objectif de permettre la remobilisation dans des parcours d'insertion vers l'emploi de 50% des jeunes repéré.e.s

Très concrètement pour cette dimension évaluation et mesure d'impact, nous envisageons le recours à un.e doctorant.e en contrat CIFRE sur la durée du projet, à savoir trois années. Il.elle devra réunir un comité de recherche qui se réunira à intervalles réguliers pour discuter, valider et amender le processus d'évaluation et de mesure d'impact. Il.elle pourra s'appuyer sur les partenariats existant entre le Mouvement associatif et le monde de la recherche.

Par-delà les questionnements évaluatifs, la recherche doctorale, inscrite en science politique, aura pour ambition d'interroger ce dispositif d'action publique en lien avec les travaux menés dans le cadre du CERAPS (Unité mixte de recherche CNRS/Université de Lille) et en particulier dans le cadre de l'axe 3 de son projet scientifique : « Territoires : conflictualité, inégalités et différenciation de l'action publique ». Le programme « vers un territoire zéro jeune invisible » apparaît en effet comme un terrain d'observation propice à l'analyse de la façon dont les inégalités, à la fois sociales et territoriales, sont construites en objet de politique publique. Dans cette perspective, la recherche s'attachera notamment à analyser la genèse, les usages et les redéfinitions de la catégorie « jeunes invisibles ». L'étude des luttes définitionnelles autour de la catégorie, engageant les différents « partenaires » du dispositif, pourra ainsi permettre de mieux saisir les modalités et les conditions de l'action conjointe entre une diversité d'acteurs associatifs et publics, tout en contribuant à la compréhension de l'institutionnalisation de cette catégorie d'action publique. De manière complémentaire, l'étude fine des publics du programme « vers un territoire zéro jeune invisible » et des ressorts de la « non-remobilisation » pourra être envisagée comme une contribution à l'étude des « rapports ordinaires à l'Etat » (Spire, 2016). En effet, hypothèse peut être faite que l'adhésion au programme, à ses finalités mais aussi à ses modalités, repose sur des « socialisations à l'Etat » différenciées, fonction de l'intériorisation d'un certain nombre de représentations relatives à ce que fait et ce que peut « l'Etat », mais fonction aussi, le cas échéant, d'expériences passées. C'est ainsi également la légitimité du dispositif auprès des populations cibles qui sera interrogée, en portant attention aux effets produits par l'identité des principaux porteurs du programme, leur plus ou moins grande proximité aux pouvoirs publics et la nature de leurs activités pouvant produire des effets différenciés sur l'adhésion au dispositif.

La recherche participative pourra mener à des **actions de formation** pour l'ensemble des acteurs impliqués dans le repérage des jeunes invisibles. Le projet présenté ici consiste en effet à s'appuyer sur tous les « *capteurs* » existants à ce jour (entraîneurs sportif, gardiens d'immeuble, commerces, référent jeunesse...), sans qu'ils ne soient pour l'heure – et de manière systématique - animés, outillés et sans qu'il y ait partage d'une culture commune ou de pratiques. L'analyse du schéma proposé (suivant une logique « *capteur- influenceur- relayeur-*») pourra mener à une formation à destination de l'ensemble de ces capteurs - bénévoles comme professionnels - qui portera autant sur les approches qui fonctionnent, que sur les relais d'action existant et les moyens de passer du repérage à la remobilisation. Les travaux menés précédemment par le Mouvement associatif ont en effet montré que l'aboutissement d'une recherche participative devait être une formation permettant la diffusion des retours d'expérience.

Présentation détaillée des membres du consortium porté par le Mouvement associatif

L'Uriopss (Union Régionale Interfédérale des Oeuvres et organismes Privés Sanitaires et Sociaux) Hauts-de-France est une association loi 1901 qui unit les associations et organismes privés non lucratifs des secteurs sanitaire, médico-social pour développer les solidarités. L'Uriopss HDF assure, à l'échelon régional, départemental et territorial une représentation transversale des acteurs privés à but non lucratif de solidarité et leur offre un lieu de réflexion et de coordination. Plus d'information : <https://www.uriopss-hdf.fr/>

Le CROS Hauts-de-France, comité régional olympique et sportif, représente le comité national olympique et sportif français (CNOSF) et regroupe l'ensemble de ligues et comités régionaux sportifs. www.croshautsdefrance.fr

La Fédération des Centres Sociaux, issue du mouvement de l'éducation populaire et portée par les valeurs de démocratie, dignité humaine et de solidarité. Les centres sociaux inscrivent leur action dans le développement social local et le développement du pouvoir d'agir des habitants. La fédération assure des missions d'accompagnement, de formation, de veille-prospective et de représentation de ses adhérents.

Profil recherché

Diplôme : Master 2 recherche en science politique ou sociologie

Spécialisation : sociologie de l'action publique et de l'Etat ; sociologie des organisations ; sociologie des mondes associatifs ; sociologie de l'action sociale

Intérêt pour les mondes associatifs

Permis B

Conditions d'embauches

Dates : 1^{er} janvier 2020 au plus tard

Rémunération : sur la base d'une convention interne

Résidence en Hauts-de-France obligatoire pendant toute la durée du projet

Laboratoire de rattachement : CERAPS

Directrice de thèse : Anne-Cécile Douillet

Candidatures à envoyer au plus tard le 28 novembre à :

Florence DOMANGE, Présidente
Le Mouvement associatif des Hauts de France
ESSPACE Amiens- 22 rue François Génin 80000 Amiens
contact@lmahdf.org

La candidature comprendra un CV, une lettre de motivation (2 pages maximum) et le mémoire de recherche de Master 2 en format pdf (facultatif)

Sélection sur dossier puis entretiens auprès du Mouvement associatif HdF et du Ceraps le 17 décembre 2019